



Xavier Dupret
Janvier 2019
9.200 signes

DEUX FACTEURS DE CRISE DU CAPITALISME CONTEMPORAIN

Un rapport dans le cadre des travaux des Nations Unies relatifs au changement climatique¹ est sorti récemment. Les conclusions dudit rapport sont pour le moins saisissantes. L'ère de l'énergie bon marché toucherait à sa fin.

Le pic pétrolier, c'est-à-dire le moment où la production commence à décroître en raison de la raréfaction de la matière première, serait en vue. Quelles seront les conséquences prévisibles de cet état de choses sur la crise du capitalisme contemporain ?

Crise et pétrole

La très sérieuse Agence Internationale de l'Énergie (AIE) prévoit que le choc pétrolier, résultant précisément de ce décalage entre le pétrole disponible et les besoins de nos

¹United Nations, Global Sustainable Development Report 2019, Paavo Järvensivu, Tero Toivanen, Tere Vadén, Ville Lähde, Antti Majava, Jussi T. Eronen, *Governance of economic transition*.

économies, aura lieu aux alentours de 2040². C'est-à-dire demain. Alors que la demande mondiale augmente, l'extraction des hydrocarbures disponibles (sables asphaltiques, pétrole de roche-mère, grands fonds marins...) s'avère de plus en plus difficile à réaliser. Il en résulte une augmentation des coûts de production. Voilà pourquoi, d'ailleurs, les investissements actuels dans la production pétrolière sont notoirement insuffisants.

La fin vraisemblablement proche du pétrole abondant et à coûts faibles chamboulera complètement l'économie mondiale. Cette évolution conduit à un constat d'urgence. Nos sociétés vont devoir transformer leurs modes de production et de consommation de l'énergie, du transport, de la nourriture et du logement. Le pétrole ne sert, en effet, pas qu'à produire de l'essence destinée à faire rouler les voitures. Certes, si près de 59% du pétrole consommé annuellement dans le monde est le fait du secteur des transports (fret routier, véhicules, navires, avions), on doit aussi relever son importance dans d'autres composantes de l'activité économique. C'est ainsi que de nombreux engrais et pesticides proviennent de la transformation du pétrole et que le bitume de nos routes est également issu des pétroles lourds. Se passer de pétrole équivaut donc à une mutation technologique fondamentale et suppose, du même coup, une planification écologique rigoureuse de la part des pouvoirs publics.

Par conséquent, l'idée que nos modes de consommation et de production doivent être laissés au libre jeu des acteurs privés perd de sa légitimité. Un certain nombre de décisions adoptées dans le cadre de l'économie marchande ne sont plus adaptées aux nouvelles contraintes environnementales pesant sur l'économie mondiale.

La critique de la place des activités marchandes dans nos sociétés semble prendre du même coup davantage de relief. Le fonctionnement capitaliste de l'économie a bien du souci à se faire.

Mais cela dit, le plus grand danger qui pèse sur le capitalisme contemporain n'est sans doute pas d'origine environnementale ou énergétique. Les contradictions sociales inhérentes au capitalisme risquent fort de s'avérer, de ce point de vue, décisives.

Intelligence artificielle et destruction d'emplois

Le déploiement de l'intelligence artificielle dans les processus de production des sociétés semble, de ce point de vue, bien plus décisif. La mise en œuvre de l'intelligence artificielle va entraîner à terme une destruction d'emplois massive dans un grand nombre de pays du globe.

Lisons ce qu'en dit à ce propos le sociologue américain Randall Collins, professeur émérite de l'Université de Pennsylvanie. « *L'informatisation des emplois de classe moyenne n'est pas compensée par une création quantitativement équivalente de nouveaux emplois. Ces derniers existent, mais ils ne suffisent pas pour remplacer les postes supprimés ou contrebalancer la perte de revenus qui en découle. (...) S'il est vrai que les technologies de l'information engendrent de nouvelles activités, elles ne créent pas d'emplois rémunérés au même rythme qu'elles en éliminent. La prolifération des blogs d'opinion ne compense pas le déclin des emplois rémunérés dans les médias professionnels. Comparons le volume des emplois créés par les technologies de l'information au volume d'emplois supprimés et extrapolons les tendances existantes sur plusieurs décennies : est-il plausible que 70% des emplois de demain*

² AIE, Rapport sur les perspectives énergétiques mondiales, 2018.

au niveau planétaire soient des emplois de programmeurs et de concepteurs de logiciels et d'applications informatiques ? »³

La question qui se pose est de savoir s'il existe un déversoir pour les emplois supprimés suite à la montée en puissance de l'intelligence artificielle. On repère des gisements d'emplois dans les sociétés développées principalement liées aux besoins de prise en charge des personnes âgées, de la petite enfance, de la formation continuée des adultes, de l'animation socioculturelle et du secteur psychosocial.

Conflit sociopolitique

Mais ces emplois n'appartiennent pas à la sphère marchande de l'économie. Or, le développement d'emplois subsidiés ou publics dépend concrètement de la mise en œuvre de vastes plans de redistribution. Signalons, à ce propos, une formidable montée des inégalités dans le monde depuis des décennies. L'Europe, bien que moins concernée que les Etats-Unis, est également touchée. En France, les 10% des ménages les plus riches (que l'on nomme, en statistique, le dernier décile) en 1982 détenaient 29% des richesses, contre 32 % en 2014. En Allemagne, cette même frange supérieure des ménages possédait 31,76% de la richesse nationale en 1981, et en accaparent aujourd'hui plus de 39%.

C'est aux Etats-Unis que cette évolution est la plus nette. En 1980, la part du revenu national revenant à la moitié des contribuables les plus pauvres était de 24% en Europe de l'Ouest et de 21% aux Etats-Unis. Depuis, ce taux s'est effondré aux alentours de 13% outre-Atlantique. On pourrait penser qu'une bonne opération de redistribution des richesses suffira à créer des emplois dans des secteurs subsidiés.

Hélas, ce n'est pas si simple : *« Imaginons le type de pression sociale impliqué par un futur informatisé où le taux de chômage pourrait être trois à cinq fois supérieur [à ceux] que nous connaissons aujourd'hui. (...) Plusieurs forces antagonistes sont en présence. (...) Le capitalisme de libre marché sans entraves, à lui seul, n'offre aucune issue à la crise. Ses réformes favorites (réduction des impôts, dérégulations, incitation à une expansion sans frein des activités marchandes, privatisations) ont toutes pour effet d'aggraver le chômage technologique, sans compter les autres problèmes qu'elles engendrent, comme la spéculation et la crise financière. En principe, les partisans de l'Etat-providence paraissent avoir une solution au problème de l'emploi, mais ils se heurtent à de sérieux problèmes budgétaires. La crise budgétaire de l'Etat est l'un des principaux facteurs de son possible effondrement »⁴.*

Avec un taux de chômage à 30-40% de la population active, une fracture pourrait apparaître au sein des élites entre une frange qui désirera continuer à donner des gages aux marchés financiers et une faction qui, elle, voudra prioritairement résoudre le problème des inégalités. Dans ces conditions, il ne sera plus question de mieux répartir les bénéfices, injonction en phase avec un taux de chômage de 10-15%. Au contraire, il faudra choisir entre le maintien des bénéfices et la reprise de l'appareil de production par l'ensemble de la société.

³ Randall Collins, *Emploi et classes moyennes. La fin des échappatoires* in Immanuel Wallerstein, Randall Collins, Michael Mann, Georgi Derluguian, Craig Calhoun, *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2014, pp.66-67.

⁴ Randall Collins, *op.cit.*, pp.83-84.

Cet horizon sociopolitique devrait être celui qui dominera la plupart des sociétés développées aux quatre coins du monde d'ici une génération. La réactivation de l'Etat-providence ne sera possible qu'au prix de ce retournement des rapports de force et de domination au sein des sociétés capitalistes. Comme l'énonçait plutôt radicalement Paul Jorion dans un de ses ouvrages, se débarrasser du capitalisme pourrait devenir, pour l'humanité, « une question de survie »⁵.

On ne saurait être plus clair. Ni plus lucide...

⁵ Paul Jorion, *Se débarrasser du capitalisme est une question de survie* (recueil de chroniques publiées dans *Le Monde*, *L'Écho*, *Trends-Tendances*), Paris, Fayard, 2017.